

Commission de la construction  
du Québec

T76C59  
E88  
1995/96  
QL  
P. gouv.

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

---

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

# COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

22. SUR UNE BASE ANNUELLE DEPUIS 1989, NOMBRE DE POURSUITES  
INTENTÉES PAR LA CCQ CONTRE DES ENTREPRENEURS ET  
CONTRE DES TRAVAILLEURS QUI EFFECTUAIENT DES TRAVAUX  
NE RESPECTANT PAS LE CHAMP D'APPLICATION  
DE L'ARTICLE 19 DE LA LOI R-20

# POURSUITES PÉNALES RECOMMANDÉES A LA DIRECTION DES AFFAIRES PÉNALES

	1994	1993	1992
RELATIVES A LA QUALIFICATION	5,814	9,043	10,758
RELATIVES AU DÉCRET ET AUTRES RÈGLEMENTS	1,995	2,855	7,507

NOTE: LES DONNÉES DES ANNÉES 1991-1990-1989 NE SONT PAS COMPATIBLES AVEC CELLES-CI.

# RÉCLAMATIONS CIVILES

RÉCLAMATIONS TRAITÉES PAR NOS BUREAUX	1994	1993	1992	1991	1990	1989
OMBRE	3,900	4,500	4,200	4,300	4,000	3,700
ONTANTS RÉCLAMÉS	\$29,735,000	\$30,425,000	\$21,775,000	\$23,325,000	\$20,600,000	\$18,200,000
ONTANTS PERCUS	\$10,405,000	\$8,900,000	\$4,600,000	\$4,120,000	\$2,745,000	\$2,660,000

RÉCLAMATIONS TRAITÉES PAR NOS PROCUREURS	1994	1993	1992	1991	1990	1989
OMBRE	1,600	1,500	1,500	1,760	1,600	1,330
ONTANTS RÉCLAMÉS	\$16,310,000	\$10,840,000	\$10,766,000	\$12,425,000	\$10,870,000	\$9,115,000
ONTANTS PERCUS	\$3,260,000	\$3,100,000	\$4,590,000	\$3,670,000	\$3,800,000	\$3,175,000

## **NOTES EXPLICATIVES**

Une réclamation est rédigée lorsque l'inspecteur constate une différence entre le salaire ou toute autre clause monétaire prévue à la convention collective dus au salarié et ce que l'employeur a effectivement versé au salarié.

Une réclamation est également rédigée lorsque l'employeur refuse ou est dans l'impossibilité de produire son rapport mensuel.

Une réclamation peut être rédigée suite à une plainte d'un ou plusieurs salariés ou lorsque l'inspecteur détecte des anomalies lors d'une vérification régulière des livres comptables de l'employeur.

## **NOTE CONCERNANT LES POURSUITES PÉNALES**

**La baisse constatée en 1994 par rapport à 1993  
s'explique par la perte du secteur résidentiel qui a été  
desasujetté tout au long de 1994**